

## **DÉCLARATION DES PAYS MEMBRES DE LA COALITION POUR L'ALIMENTATION SCOLAIRE 10<sup>e</sup> FORUM RÉGIONAL SUR L'ALIMENTATION SCOLAIRE POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES 2024**

Le gouvernement du Mexique et le Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Programme alimentaire mondial (PAM) ont organisé conjointement le 10<sup>e</sup> Forum régional sur l'alimentation scolaire pour l'Amérique latine et les Caraïbes (ALC) du 27 au 29 août 2024 à Mexico.

Le forum a réuni 30 pays, dont 18 sont membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire : Belize, Bolivie, Brésil, El Salvador, Chili, Colombie, Cuba, Guatemala, Guyane, Haïti, Honduras, Mexique, Panama, Pérou, République dominicaine, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, et Uruguay ; des experts internationaux d'agences gouvernementales et d'instituts spécialisés dans la nutrition de différents pays de la région ; des membres d'institutions financières internationales telles que la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque mondiale (BM), la Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes (CAF), l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI) ; des représentants d'organisations multilatérales et régionales telles que l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), la Coalition sur les systèmes alimentaires des Peuples Autochtones, la Communauté d'États latino-américains et des Caraïbes (CELAC), la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) ; ainsi que des organisations non gouvernementales telles que l'Alliance de Bioversity International et du Centre international d'agriculture tropicale (CIAT), Education Cannot Wait, The Food Systems Countdown Initiative, The London School of Hygiene & Tropical Medicine, World Vision pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Consortium de recherche sur la santé et la nutrition scolaires et Global Child Nutrition Foundation.

Au cours des trois jours de discussion, le forum a mis en évidence les trois priorités suivantes pour la région dans le domaine de l'alimentation scolaire :

1. Promouvoir des politiques publiques fortes et globales pour mettre en place des programmes d'alimentation scolaire durables, en soulignant l'importance de l'intersectorialité et de l'intersectionnalité.
2. Renforcer le rôle de l'alimentation scolaire en tant qu'instrument d'amélioration de la nutrition des enfants et des adolescents, y compris la création d'environnements alimentaires sains et d'espaces sûrs.

3. Positionner l'alimentation scolaire comme une plateforme qui peut contribuer à la résilience climatique et soutenir des systèmes alimentaires durables dans les zones urbaines et rurales, sur la base d'achats publics auprès de petits agriculteurs et l'agriculture familiale afin de soutenir les économies locales.

Dans le cadre de ce forum, les pays membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire se sont réunis pour discuter les sujets suivants :

Les conclusions du forum susmentionné, ainsi que les sujets discutés lors de la réunion des pays membres de la Coalition, seront essentiels pour faciliter le plaidoyer coordonné des États de la région en faveur de l'alimentation scolaire lors d'importants sommets internationaux au cours de cette année et de l'année prochaine, y compris le Sommet de l'avenir à New York en septembre, le Sommet du G20 à Rio de Janeiro en novembre, la Quatrième conférence internationale sur le financement du développement (FfD4) en Espagne en juillet 2025 et les Sommets pour le climat (COP 29 à Bakou et COP 30 au Brésil en 2025). Ce qui sera convenu au niveau régional sera également d'une importance particulière pour la Deuxième réunion ministérielle du groupe exécutif de la Coalition pour l'alimentation scolaire qui se tiendra cette année et la Deuxième réunion mondiale de la coalition pour l'alimentation scolaire qui se déroulera au Brésil en septembre 2025.

Dans ce contexte, les pays membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire participant au 10e Forum régional sur l'alimentation scolaire pour l'Amérique latine et les Caraïbes,

- En considérant la déclaration finale du IXe Forum régional sur l'alimentation scolaire pour l'Amérique latine et les Caraïbes à Barranquilla en 2021, les réflexions finales de l'événement de haut niveau "Le pouvoir des approches multisectorielles pour le développement du capital humain" à Brasilia en 2023 et la Déclaration de la Première réunion mondiale de la Coalition pour l'alimentation scolaire à Paris en 2023,
- *Prenant en compte* les conclusions du Xe Forum régional sur l'alimentation scolaire pour l'Amérique latine et dans les Caraïbes, présentées lors de la clôture de l'événement,
- *Reconnaissant* l'engagement de la région envers la vision de la Coalition pour l'alimentation scolaire, qui compte 19 États membres de la région, dont six ont pris des engagements nationaux, et *accueillant* l'Uruguay en tant que nouveau membre de la Coalition,
- *Soulignant* la pertinence des politiques publiques fondées sur des données probantes pour faire de l'alimentation scolaire une politique d'État dans la région, puisque 19 pays sur 33 disposent actuellement d'une politique ou d'une loi sur

l'alimentation scolaire<sup>1</sup> et *avertissant* qu'il reste beaucoup à faire, notamment en termes de renforcement des cadres réglementaires pour l'approvisionnement alimentaire local, qui sont essentiels pour l'accès à des régimes alimentaires sains et le développement économique local,

- *Mettant l'accent* sur l'importance du financement national des programmes d'alimentation scolaire, qui dans la région représente en moyenne 99 pour cent du budget des programmes d'alimentation scolaire<sup>2</sup> et *notant* la disparité entre les pays à faible revenu et les pays à revenu élevé en ce qui concerne le coût de l'alimentation scolaire,
- *Reconnaissant* l'impact potentiel de l'alimentation scolaire sur la nutrition des enfants dans la petite enfance et d'âge scolaire, ainsi que le rôle crucial de l'école dans la création d'environnements alimentaires sains et d'espaces sûrs pour la protection des enfants,
- *Conscients* de la nécessité de progresser davantage dans la fourniture d'ensembles intégrés d'assistance à l'école, comprenant à la fois l'alimentation scolaire et d'autres programmes de santé et de nutrition qui permettent le développement intégral des enfants, seuls quatre pays de la région déclarent fournir un ensemble intégré d'au moins six interventions à l'école<sup>3</sup>,
- *Soulignant* le potentiel de transformation des programmes d'alimentation scolaire pour parvenir à des systèmes alimentaires durables et équitables qui augmentent la disponibilité de régimes alimentaires sains pour les enfants d'âge scolaire, basés sur l'agriculture familiale et les petits agriculteurs, ainsi que les progrès réalisés par certains pays de la région pour soutenir les systèmes alimentaires des populations autochtones, des communautés locales et d'ascendance africaine.
- *Reconnaissant* la **capacité d'adaptation** des programmes d'alimentation scolaire aux crises climatiques, socio-économiques et sanitaires dans le cadre des systèmes nationaux de protection sociale, ainsi que la nécessité de renforcer la **préparation** des systèmes par des **mécanismes politiques, financiers et opérationnels**,
- *Souligner* les **avantages** des programmes d'alimentation scolaire qui effectuent des **achats publics auprès de producteurs locaux**, tels que : favoriser la croissance et le développement économiques locaux et durables (dynamiser l'économie locale), stimuler la création d'emplois dans le secteur agricole et alimentaire, encourager l'esprit d'entreprise et l'innovation de l'agriculture familiale et les petits agriculteurs, favoriser une plus grande cohésion sociale, améliorer la sécurité alimentaire en réduisant la dépendance à l'égard des aliments importés

---

<sup>1</sup>BID y WFP. (2023). El Estado de Alimentación Escolar en América Latina y el Caribe. Washington, DC: BID.

<sup>2</sup>IBID.

<sup>3</sup>IBID.

et en contribuant à une meilleure nutrition pour les enfants, réduire les émissions de gaz à effet de serre en réduisant les distances de transport et adopter des pratiques plus respectueuses de l'environnement qui maintiennent la diversité agricole ; entre autres,

- *Appréciant* l'écosystème de collaboration avancé et l'intérêt permanent dans la région pour favoriser l'échange d'idées, de connaissances et d'enseignements dans le domaine de l'alimentation scolaire, ainsi que la nécessité d'une coordination accrue de ces efforts,
- *Soulignant* le solide le solide partenariat et les efforts continus de la région pour promouvoir l'échange d'idées, de connaissances et de bonnes pratiques en matière d'alimentation scolaire, avec le Réseau d'alimentation scolaire durable (RAES) développé par le gouvernement du Brésil en coopération avec la FAO, qui se distingue comme une initiative clé,
- *Réaffirmant* la valeur de la Coalition pour l'alimentation scolaire en Amérique latine et dans les Caraïbes, co-présidée par les gouvernements nationaux de Finlande, de France et du Brésil avec le Secrétariat en charge du Programme alimentaire mondial, en tant que plateforme visant à renforcer les politiques publiques d'alimentation scolaire dans la région,
- *Appelant* à la coordination/articulation des efforts et à l'optimisation de l'utilisation des ressources dans le cadre des engagements nationaux adoptés et assumés en la matière,
- *Saluant* les possibilités de soutien que la Coalition offre à travers ses initiatives qui promeuvent des politiques publiques de qualité fondées sur des données probantes, y compris des services tels que l'élaboration d'études de cas, des études de retour sur investissement, l'analyse de l'environnement de financement, l'identification de sources innovantes de financement pour les programmes d'alimentation scolaire, entre autres,

### **On recommande:**

1. *Maintenir* le haut niveau d'engagement politique en faveur des programmes d'alimentation scolaire dans la région et *positionner* collectivement l'alimentation scolaire comme un outil crucial pour garantir le droit à une alimentation adéquate et lutter contre la faim, la malnutrition, la pauvreté et l'inégalité lors des prochains sommets de haut niveau, tels que le Sommet de l'avenir à New York, le Sommet pour le climat COP 29 à Bakou et le Sommet du G20 à Rio de Janeiro ;
2. *Évaluer* l'efficacité et l'efficacité des investissements dans l'alimentation scolaire afin d'optimiser l'utilisation des ressources, par exemple en innovant dans la mise en oeuvre, les modèles d'approvisionnement et l'optimisation des menus scolaires.

*L'Initiative pour un financement durable* et le Consortium de recherche sur la santé et la nutrition à l'école de la Coalition sont des partenaires clés pour les États membres dans ce travail ;

3. *Encourager* la genèse, aux niveaux national et régional, de données probantes sur l'alimentation scolaire sur la base des expériences et des défis uniques de la région, en contribuant à l'agenda de recherche du consortium de recherche sur la santé et la nutrition à l'école, en particulier sur les aspects suivants :
  - quantifier le retour sur investissement des programmes d'alimentation scolaire,
  - le potentiel effet multiplicateur de l'alimentation scolaire,
  - notamment des modèles fondés sur les marchés publics locaux pour le bien-être des enfants et des communautés locales,
4. *Stimuler* et *promouvoir* les mécanismes de coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire pour l'échange de bonnes pratiques, d'idées, de connaissances et d'expériences au niveau régional de manière coordonnée et efficace, en profitant de l'écosystème diversifié de la coopération régionale dans ce domaine, en conjuguant les efforts avec la Coalition pour atteindre les objectifs régionaux, nationaux et locaux. À cet égard, évaluer le potentiel de la RAES à servir de réseau régional pour la Coalition pour l'alimentation scolaire, en améliorant la coordination et l'impact. Compte tenu de l'importance des gouvernements locaux dans la conception et la mise en oeuvre de ces programmes, *explorer* les moyens de soutenir les échanges entre eux, y compris entre les villes ;
5. *Exécuter* des actions pour promouvoir des environnements alimentaires sains dans les écoles et fournir un ensemble intégré d'interventions en matière de santé et de nutrition qui contribuent aux efforts nationaux de lutte contre le double fardeau de la malnutrition, par exemple :
  - a. lorsqu'ils n'existent pas, fixer des objectifs intersectoriels pour la fourniture de services de santé et de nutrition supplémentaires aux écoles dans le cadre de l'ensemble intégré de soins, y compris l'éducation nutritionnelle ;
  - b. lorsqu'elles n'existent pas, élaborer et mettre en oeuvre des normes nutritionnelles spécifiques pour la petite enfance et les enfants d'âge scolaire, en promouvant des aliments nutritifs, sûrs, enrichis et produits localement et en imposant des restrictions sur la disponibilité des aliments ultra-transformés dans les établissements scolaires;
  - c. élaborer des menus scolaires avec des nutritionnistes de différentes institutions gouvernementales pour s'assurer qu'ils sont efficaces, équilibrés et conformes aux préférences locales, y compris celles des populations autochtones, des communautés locales et des communautés d'ascendance africaine, et qu'ils sont culturellement pertinents.

6. *S'engager* à promouvoir l'alimentation scolaire sur la base de la production locale et de la transformation des systèmes alimentaires en vue de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) et sur la base des feuilles de route et les systèmes de protection sociale nationaux, dans le cadre du Sommet sur les systèmes alimentaires de 2021, par exemple :
- lorsqu'ils n'existent pas, envisager des objectifs ou des engagements en matière d'achats locaux et d'agriculture familiale, et renforcer les cadres institutionnels afin de faciliter la mise en oeuvre de ces achats sans compromettre la sécurité et une nutrition adéquate,
  - élaborer des stratégies visant à renforcer les systèmes alimentaires des populations locales et autochtones, en tenant compte de l'expérience de certains pays de la région qui ont mis en place des politiques et des stratégies visant à promouvoir des programmes alimentaires inclusifs,
  - évaluer l'impact multisectoriel des modèles d'alimentation scolaire basés sur l'approvisionnement local sur les économies locales, en termes de création d'emplois, d'amélioration de la diversité des menus, entre autres,
  - promouvoir des modèles innovants d'alimentation scolaire qui utilisent les écoles comme plateformes pour la durabilité environnementale et l'adaptation au changement climatique, par exemple avec des énergies renouvelables, des cuisinières efficaces, des menus durables et des stratégies de sensibilisation au changement climatique. En outre, préparer des mécanismes opérationnels pour adapter les programmes d'alimentation scolaire en cas de crises climatiques ou autres,
  - prendre en compte les recommandations politiques du livre blanc *Alimentación escolar y sistemas alimentarios* publié par le Research Consortium for School Health and Nutrition ;
7. *Encourager* les États d'Amérique latine et des Caraïbes qui n'ont pas encore adhéré à la Coalition pour l'alimentation scolaire à considérer leur intégration, et ceux qui en sont membres, à *élaborer* et *mettre en œuvre activement* des engagements nationaux.
8. Les États membres de la Coalition *s'engagent* à présenter des résultats concrets conformes à leurs engagements nationaux lors du *le Bilan 2 ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires* en 2025 et à *utiliser* les mécanismes de soutien de la coalition et à *y contribuer*.

#### **On conclut :**

- Les pays participants de la Coalition expriment leur gratitude au gouvernement du Mexique pour l'hospitalité offerte aux participants du 10e Forum régional sur l'alimentation scolaire et pour l'ouverture d'un espace de discussion pour les pays membres de la Coalition pour l'alimentation scolaire.

- Continuer à soutenir l'initiative visant à promouvoir les échanges régionaux et organiser le 11e Forum régional sur l'alimentation scolaire pour l'Amérique latine et les Caraïbes en 2025 ou 2026.
- On remercie également le Programme alimentaire mondial pour son soutien dans l'organisation de cet événement, ainsi que le Fonds des Nations unies pour l'enfance, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation panaméricaine de la santé. On exprime également l'enthousiasme à participer et à contribuer à la Deuxième réunion de la Coalition mondiale pour l'alimentation scolaire qui se tiendra au Brésil en 2025 avec le suivant:

**Et ils déclarent :**

Les programmes d'alimentation scolaire sont essentiels pour assurer le bien-être et le développement intégral des enfants en contribuant à améliorer leur santé et leur capacité d'enseignement et d'apprentissage. ; lutter contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire, en particulier dans les communautés les plus vulnérables ; promouvoir des habitudes alimentaires saines dès le plus jeune âge, avec des effets positifs à long terme sur la santé publique ; et favoriser le développement durable des communautés par le biais de marchés publics auprès de l'agriculture familiale et les petits agriculteurs. Par ailleurs, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire sont des outils essentiels pour faire de ces programmes une réalité dans tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, et les États membres de la Coalition continueront à travailler dans le cadre de la coopération internationale et des points d'accord énoncés dans la présente déclaration.

Mexico, Mexique, 29 août 2024

**HOJA DE FIRMA / SIGNATURE SHEET / FEUILLE DE SIGNATURE**  
**DECLARACIÓN DE LOS PAÍSES MIEMBROS DE LA COALICIÓN PARA LA ALIMENTACIÓN ESCOLAR**

X FORO REGIONAL DE ALIMENTACIÓN ESCOLAR PARA AMÉRICA LATINA Y EL CARIBE 2024

**DECLARATION OF THE MEMBER COUNTRIES OF THE SCHOOL MEALS COALITION TENTH REGIONAL FORUM ON SCHOOL MEALS IN LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN 2024**

**DÉCLARATION DES PAYS MEMBRES DE LA COALITION POUR L'ALIMENTATION SCOLAIRE**  
10e FORUM RÉGIONAL SUR L'ALIMENTATION SCOLAIRE POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES 2024

**Estados Unidos Mexicanos / Patrocinador**

**Sr. Ruy López Ridaura**  
Subsecretario de Prevención y Promoción de la Salud,  
Convocante Nacional para la Transformación de los Sistemas Alimentarios

**Belize**

**Mrs. Yolanda Gongora**  
Chief Education Officer  
Ministry of Education, Culture, Science and Technology

**República de El Salvador**

**Sr. Leonardo Alfredo Quiroa Hernández**  
Gerente de Alimentación y Salud Escolar, Ministerio de Educación, Ciencia y Tecnología

**República de Honduras**

**Sr. José Carlos Cardona Erazo Archives**  
Secretario de Desarrollo Social

**Saint Vincent and the Grenadines**

**H.E. Curtis King**  
Minister of Education and National Reconciliation

**República Federativa do Brasil / Copresidente da Coalizão**

**Ms. Karine Santos**  
Coordenadora Geral do Programa Nacional de Alimentação Escolar  
Fundo Nacional de Desenvolvimento da Educação

**República de Chile**

**Sra. Camila Rubio Anaya**  
Secretaria General de la Junta Nacional de Auxilio Escolar y Becas  
Ministerio de Educación

**Cooperative Republic of Guyana**

**Mr. Mahendra Phagwah**  
Director Coordinator of Breakfast Program

**República de Panamá**

**Sra. María Eugenia Pino**  
Directora de Organismos y Conferencias, Ministerio de Relaciones Exteriores

**Republiek Suriname**

**Z.E. Henry R. Ori**  
Minister van Onderwijs, Wetenschap en Cultuur

**Testigo de Honor / Secretariado de la Coalición**

**Sra. Carmen Burbano**  
Directora de la Unidad de Alimentación Escolar y Protección Social del Programa Mundial de Alimentos

**República de Cuba**

**Sra. Mary Carmen Rojas Torres**  
Directora Nacional de Actividades Especializadas  
Ministerio de Educación

**République d'Haïti**

**H.E. Augustin Antoine**  
Ministre de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle

**República Dominicana**

**Sr. Víctor Castro**  
Director Ejecutivo del Instituto Nacional de Bienestar Estudiantil, Ministerio de Educación

**República Oriental del Uruguay**

**Sra. Rosa Lezué**  
Directora del Programa de Alimentación Escolar